

MAITRE D'OUVRAGE :

COMMUNE DE SENTHEIM

16 Grand'Rue – 68780 SENTHEIM

OPERATION :

AMENAGEMENT D'ATELIERS MUNICIPAUX ET DE DEUX LOCAUX ENTREPRISES

Groupement pour la Maîtrise d'Oeuvre :

ARCHITECTES :

LEGROS – COIFFIER architectes DPLG

2 rue de la Tuilerie – Site ELPA – 68520 BURNHAUPT le HAUT
tél 03 89 48 99 25 fax 03 89 48 98 63

ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION:

ETIBAT

12, rue des Celtes - 68510 SIERENTZ
tél 03.89.83.99.40 fax 03.89.83.92.34

BUREAU D'ETUDES FLUIDES:

E.D.A.

6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
tél 03 84 22 82 10 fax : 03 84 22 82 67

Conseil au Maître d'Ouvrage :

BUREAU DE CONTROLE :

SOCOTEC

12, allée Nathan Katz - 68100 MULHOUSE
tél 03 89 36 30 20 fax 03 89 36 30 24

COORDONNATEUR SPS :

DENIS Gérard

5, Boulevard Victor Schoelcher - Parc des Collines - 68200 MULHOUSE
tél (03) 89 33 18 80 fax (03) 89 33 18 81

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Document commun à tous les lots

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur :	4
1.2 Tranche et lots	4
1.3 Travaux intéressant la défense :	4
1.4 Contrôle des prix de revient :	4
1.5 Mission de Maîtrise d'œuvre	4
1.6 Contrôle technique :	4
1.7 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :	4
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 Pièces particulières :	5
2.2 Date d'application et opposabilité des textes :	5
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES / VARIATION DE PRIX / REGLEMENT DES COMPTES.....	5
3.1 Répartition des paiements :	5
3.2 Tranche(s) conditionnelle(s) :	5
3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages – Règlement des comptes	6
3.4 Caractéristiques des prix pratiqués	6
3.5 Règlement des prix des ouvrages imprévus	6
3.6 Décomptes mensuels	6
3.7 Décompte final.....	7
3.8 Intérêts moratoires	7
3.9 Marchés complémentaires	7
3.10 Variation dans les prix.....	7
3.11 Application de la taxe à la valeur ajoutée :	7
3.12 Paiement des co-traitants et sous-traitants :	8
3.13 Désignation des sous-traitants en cours de marché :	8
ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	8
4.1 Délais d'exécution des travaux :	8
4.2 Calendrier détaillé d'exécution	8
4.3 Prolongation du délai d'exécution.	9
4.4 Pénalité pour retard:	9
4.5 Application des pénalités pour retard dans l'exécution:	9
4.6 Mode de calcul des pénalités et retenues pour retard dans l'exécution :	9
4.7 Autres pénalités	10
4.8 Primes d'avance – Avance Forfaitaire	10
4.9 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :	10
4.10 Documents fournis après exécution :	10
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	10
5.1 Retenue de garantie - Cautionnement.....	10
5.2 Avance forfaitaire :	11
5.3 Avances sur matériels :	11
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.1 Provenance des matériaux et produits :	12
6.2 Mise à disposition de carrières et / ou lieux d'emprunt :	12
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	12
6.4 6.5 Mention « ou équivalent »	12
6.5 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage. .	12
6.6 Fiabilité des ouvrages et / ou matériels au jour fixé pour la réception :	13
6.7 Propriété industrielle et commerciale :	13
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	13
7.1 Piquetage général :	13
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :	13
7.3 Trait de niveau	13
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
8.1 Période de préparation :	13
8.2 plan des installations de chantier.....	14
8.3 Documents d'exécution :	14

8.4	Travaux modificatifs.....	14
8.5	Mesures d'ordre social, application de la réglementation de travail	14
8.6	Organisation, sécurité, hygiène des chantiers :.....	14
8.7	Dégradations aux voies publiques :.....	15
8.8	Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur :.....	15
8.9	Autorisations :.....	15
8.10	Dépenses d'intérêt commun, compte des dépenses communes, convention interentreprises :.....	15
8.11	Echantillons, prototypes :	17
8.12	Réunions de chantier :	17
8.13	Réunions d'études et / ou de coordination :.....	18
8.14	Voisinage :.....	18
8.15	Recours, contraventions, amendes :.....	18
8.16	Gardiennage du site :	18
8.17	Incendie.....	18
ARTICLE 9.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX :	18
9.1	Essais et contrôles des ouvrages :.....	18
9.2	Réception :	18
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrages :.....	18
9.4	Documents fournis après exécution :.....	18
9.5	Délai de garantie :	19
9.6	Assurances :	19
9.7	Qualifications professionnelles :	20
ARTICLE 10.	RESILIATIONS	20
10.1	Résiliation :.....	20
ARTICLE 11.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	20

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs à l'aménagement d'ateliers communaux et de deux locaux entreprises dans un bâtiment tertiaire existant, situé rue des Artisans à Sentheim 68780.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots.

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité du lieu des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Sentheim jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au Pouvoir adjudicateur, l'adresse du domicile qu'il aura élu. Elle permet de déterminer le tribunal compétent.

1.2 TRANCHE ET LOTS

L'opération est traitée par lots séparés.

Les prestations visées à l'article 1.1. ne font pas l'objet d'une décomposition en tranches. Les prestations sont réalisées sans interruption.

Les marchés sont répartis en 13 lots dont la liste est donnée au préambule de l'Acte d'Engagement :

1.3 TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE :

Sans objet

1.4 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT :

Sans objet

1.5 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de Maîtrise d'Oeuvre est assurée par le groupement de Maîtrise d'Oeuvre énuméré en page de garde du présent CCAP.

Cette mission est une mission de Maîtrise d'Oeuvre de base étendue aux études d'exécution au sens de la Loi MOP N° 85.704 du 12 Juillet 1985 et de son décret d'application n° 93-1268 du 29 Novembre 1993.



1.6 CONTRÔLE TECHNIQUE :

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

L'organisme de contrôle désigné pour cette opération est mentionné en page de garde du présent CCAP.

Sa rémunération est à la charge du Maître d'Ouvrage.

L'intervention de cet organisme oblige l'entrepreneur :




-  à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions,
-  à respecter, à ses frais, les avis et / ou prescriptions diverses qui pourraient lui être imposés par cet organisme dans le cadre de sa mission.

1.7 COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ :

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.A.P. sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé résultant des dispositions de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Celle-ci est confiée à l'organisme mentionné sous Coordonnateur SPS, en page de garde du présent CCAP.

L'intervention du coordonnateur SPS oblige l'entrepreneur :

-  à lui fournir, à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions,
-  à respecter, à ses frais, les avis et / ou prescriptions diverses qui pourraient lui être imposés par cet organisme dans le cadre de sa mission,
-  à lui fournir un exemplaire du D.O.E. nécessaire à la constitution du D.I.U.O.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles constitutives de chaque marché, pour l'exécution des travaux ci-avant dénommés, sont indiquées ci-après.

2.1 PIECES PARTICULIERES :

Par dérogation à l'article 3.11 du C.C.A.G. applicable au Marchés publics de travaux, les pièces contractuelles constitutives de chaque marché sont énumérées ci-après :

1. l'Acte d'Engagement (**A.E.**) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
 - la mise au point éventuelle du marché
 - les actes d'agrément des sous-traitants
 - les avenants éventuels
 - le calendrier prévisionnel des travaux qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution à l'issue de la période de préparation.
2. le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** commun à tous les lots et son annexe détaillant les index BT pour chaque lot de l'opération,
3. le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** et ses annexes
 - un devis descriptif comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux
 - les plans architecte et Bureaux d'études
 - la notice de sécurité incendie
 - l'étude de sol
 - les diagnostics divers
4. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
5. le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)
6. la décomposition du prix global et forfaitaire. Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels

NOTA : les documents généraux, CCAG et CCTG, sont réputés connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

2.2 DATE D'APPLICATION ET OPPOSABILITE DES TEXTES :

Les textes et normes opposables au titulaire sont ceux applicable le **1^{er} mai 2010** sauf s'ils sont d'application immédiate du fait de la réglementation. Dans ce dernier cas, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, si est possible, décider de ne pas les appliquer. Le Maître de l'Ouvrage devra indemniser le titulaire des incidences de cette application.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES / VARIATION DE PRIX / REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS :

L'Acte d'Engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé au 3.6.1.2. du C.C.A.G.

Toute sous-traitance fera l'objet d'un agrément préalable du Maître d'Ouvrage, accordé au vu des qualifications et / ou des références du sous-traitant proposé. Les sous-traitants devront être définis un mois au moins avant le démarrage de leur intervention.




3.2 TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S) :

Sans objet.

3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES

3.3.1 Les prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

-  des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
-  des dépenses communes de chantier suivant art. 8.10.2
-  des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 8-4 du présent CCAP

Dans les plans et devis descriptif, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou devis descriptif pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

3.4 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les ouvrages et / ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire dont la décomposition est détaillée dans la **Décomposition des Prix Forfaitaires**. Les quantités indiquées dans le DPF ne sont pas contractuelles. En conséquence, l'entreprise ne peut prétendre à un supplément de prix en raison des travaux exécutés conformément aux plans et descriptifs du marché.

Tout travail supplémentaire devra faire l'objet d'une décision écrite du Maître d'Ouvrage qui sera notifiée à l'entreprise.

Tout travail supplémentaire exécuté sans accord écrit du Maître d'Ouvrage est réputé inclus dans le prix initial du Marché.

L'entreprise renonce à tout recours de régularisation et à en demander le paiement.

Le prix est **ferme et actualisable suivant art.18 III du CMP**.

3.5 REGLEMENT DES PRIX DES OUVRAGES IMPREVUS

Les travaux en supplément et / ou ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que le Maître d'Ouvrage se réserve de droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 14 du C.C.A.G..

L'entrepreneur est tenu de produire, dans les délais fixés et sans incidence financière, les justifications et / ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le Maître d'Ouvre. A défaut, les pénalités prévues seront appliquées.

L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et / ou devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire et / ou modification de prestations ne pourra donner lieu à indemnité pour études supplémentaires quels qu'en soient les motifs et / ou l'étendue.

Par dérogation à l'article 15.2.2 du C.C.A.G., le seuil de 1/10ème (10 %) est porté à 2/10ème (20 %).

Par dérogation à l'article 15.3 du C.C.A.G., l'augmentation limite fixée au 1/20ème (5%) au dit article est portée à 5/20ème (20 %) de la masse initiale.

Par dérogation à l'article 16.1 du C.C.A.G., la diminution limite de 1/20ème (5 %) de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 2/10ème (20 %) de la masse initiale.

3.6 DECOMPTES MENSUELS

L'entrepreneur dressera mensuellement un projet de décompte des travaux exécutés conformément à l'article 13-1 du CCAG.

Les projets de décomptes mensuels seront transmis en **4** exemplaires au Maître d'Ouvre pour vérification, par courrier recommandé avec accusé de réception, la date de réception étant le point de départ du délai de paiement fixé à **trente cinq (35) jours**.

Les projets de décomptes mensuels seront cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition des prix forfaitaires. A partir de 80 % d'avancement des travaux les décomptes mensuels seront obligatoirement détaillés suivant les positions de la décomposition des prix forfaitaires.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du C.C.A.G. le délai de notification de l'état d'acompte au titulaire doit intervenir dans un délai de **15 jours**

3.7 DECOMPTE FINAL

Le projet de décompte final est établi par chaque Entrepreneur et présenté selon les modalités définies à l'article 13.3. du C.C.A.G.

Le projet de décompte final des travaux exécutés sera présenté dans les mêmes conditions d'envoi que les décomptes mensuels et dans un délai maximum de 45 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux

Au delà de ce délai, la Maîtrise d'Oeuvre établira le dit décompte aux risques et frais de l'entrepreneur. Un montant forfaitaire de 150 € sera facturé à celui-ci par la Maîtrise d'Oeuvre.

Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

3.8 INTERETS MORATOIRES

Conformément à l'article 98 du Code des marchés publics et à son décret d'application, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement **appliquée par la Banque centrale européenne** à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, **majoré de sept points**.

3.9 MARCHES COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article 35-II-5 du Code des Marchés Publics, un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations complémentaires identiques à celles du présent marché.

3.10 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.10.1 Mois d'établissement des prix du marché

Prix ferme : les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a signé son acte d'engagement.

3.10.2 Choix de l'index de référence :

Le titulaire définit dans son acte d'engagement la valeur des index et indices qu'il utilisera pour la révision ou l'actualisation de son marché.

A défaut d'indication par le titulaire, l'index de référence I choisi en raison de sa structure se fait sur la base des index BT pour les travaux concernant majoritairement le bâtiment et sur la base des index TP pour les travaux concernant majoritairement les travaux public. La formule mise en œuvre est la suivante :

3.10.3 Modalités d'actualisation des prix fermes

Les modalités d'actualisation des prix au cas où un délai supérieur à trois mois se serait écoulé entre le mois d'établissement des prix et le mois "d" de notification du marché, les prix du marché peuvent être actualisés par le jeu de la formule d'actualisation :

$A = \frac{I(d-3)}{I_0}$ dans laquelle :

I_0

A représente le coefficient d'actualisation des prix

$I(d-3)$ est l'index en vigueur 3 mois avant la date de notification du marché.

I_0 est la valeur de l'index du mois de la soumission.

3.10.4 Modalités de révision des prix : sans objet

~~Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :~~

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times \frac{I_n}{I_0}$$

~~dans laquelle " I_0 " et " I_n " sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement du mois zéro et au mois " n "~~

3.10.5 Révision provisoire : sans objet

~~Il n'est procédé à aucune révision de prix avant la parution de l'index définitif du mois correspondant au solde.~~

3.11 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE :

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.12 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS :

En application de la loi N° 75.1334 du 31.12.1975 relative à la sous-traitance et des divers textes s'y rapportant, la déclaration au Maître d'Ouvrage de tout sous-traité ainsi que le paiement direct pour les sous-traités supérieurs à €. 600,00 H.T. sont obligatoires.

L'entreprise devra justifier que les sous-traitants remplissent les obligations mises à sa charge par le présent Cahier des Charges, ainsi qu'en matière de qualification, d'assurance et de cotisations sociales. Si l'entreprise ne respecte pas les obligations qui lui sont faites au titre du présent article, le Maître d'Oeuvre, peut exiger l'exécution complète des travaux par l'entreprise ou, à défaut d'exécution, prononcer la résiliation du marché aux torts et griefs de l'entreprise.

Le non respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 48 du C.C.A.G.




3.12.1 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint, en double exemplaires, au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

3.13 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

-  les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2. du Cahier des Clauses administratives Générales,
-  le compte à créditer
-  le comptable assignataire des paiements.

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX :

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Les délais d'exécution des travaux de chaque lot s'inscrivent dans le délai d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel joint en annexe à l'acte d'engagement. Ils partent de la première intervention du titulaire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du lot n° **01 GROS ŒUVRE** de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des titulaires chargés des autres lots.

4.1.2 Période de préparation

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G. une période de préparation de **01** mois est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service de démarrer l'exécution des travaux.

4.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par le responsable de la mission d'O.P.C. en concertation avec les titulaires pendant la période de préparation du chantier.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint en annexe à l'acte d'engagement. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel deviendra contractuel.

Le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Pour chacun des marchés autres que celui relatif au lot n° **01 GROS ŒUVRE** le délai de six (6) mois prévu à l'article 46.2.1 du C.C.A.G. est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ d'exécution propres :

- au lot n° 1 d'une part ;
- au lot considéré d'autre part.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires, le coordinateur O.P.C. pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2, 19.3 et 19.4 du C.C.A.G..

4.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 1^{er} alinéa du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : **dix jours (10)**.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG :

 les délais d'exécution des travaux seront prolongés ;

D'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Pluie	25 mm / 24 hres	3 jours
Neige	5 cm	1 jour
Gel	- 5°C	5 jours
Vent	60 km/h	

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

4.4 PENALITE POUR RETARD:

L'application de pénalités et / ou retenues ne font pas obstacle aux mesures coercitives objet de l'article 48 du C.C.A.G.

4.5 APPLICATION DES PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION:

Pour chaque lot, des pénalités pour retard sont appliquées, sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation, par le Maître d'Oeuvre, entre la date d'expiration des travaux, fixée au **Calendrier Détaillé d'Exécution**, élaboré et éventuellement modifié comme indiqué aux 4.2 ci-dessus, et la date réelle de fin d'exécution du lot.

Si, à l'expiration de chacun des délais partiels prévus au **Calendrier Détaillé d'Exécution**, un entrepreneur n'a pas terminé les prestations qui lui incombent, y compris les travaux de finition et / ou de remise en état avant le passage des autres corps d'état, une retenue est opérée, provisoirement, sur les sommes qui lui seraient dues.

Cette retenue provisoire est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivante est remplie:

- a) à l'expiration du Marché, l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans les délais fixés,
- b) bien qu'ayant, à l'issue de son Marché, rattrapé son retard, la défaillance de cet entrepreneur a perturbé la bonne marche des autres entrepreneurs sur le chantier et / ou provoqué des retards pour les autres corps d'état.

4.6 MODE DE CALCUL DES PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION :

Par dérogation au CCAG art. 20.1, pour tous les lots dont le montant du marché est inférieur à 100.000 euros HT, le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard dans l'exécution est fixé à : 100 euros HT.

Pour tous les lots dont le montant du marché est supérieur à 100.000 euros HT, le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard dans l'exécution est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$P = M / 1000$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ou de la retenue par jour **calendaire** de retard

M = montant H.T. du Marché initial éventuellement modifié et / ou complété par les avenants successifs.

Ces pénalités sont retenues sur les décomptes mensuels présentés par le titulaire du lot.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le représentant du pouvoir adjudicataire rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

4.7 AUTRES PENALITES

Intitulé	P.U.€
a) Retard dans l'installation ou le repliement des installations de chantier	400.- H.T.
b) Retard dans la libération des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur	80.- H.T.
c) Non respect des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité	80.- H.T.
d) Non respect des prescriptions relatives à la signalisation du chantier	80.- H.T.
e) Travaux sur le domaine public sans signalisation	80.- H.T.
f) Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	80.- H.T.
g) Retard dans la remise et / ou la diffusion des plans de détail d'exécution	155.- H.T.
h) Retard dans la remise et / ou la diffusion des P.P.S.P.S.	155.- H.T.
i) Retard dans la remise et / ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement	155.- H.T.
j) Retard dans la production des devis des ouvrages non prévus	80.- H.T.
k) Retard dans la production de justification de prix des ouvrages non prévus	80.- H.T.
l) Retard dans les façons et / ou présentations des prototypes	155.- H.T.
m) Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et / ou matériels	80.- H.T.
n) Retard dans le nettoyage du chantier	155.- H.T.
o) Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier	80.- H.T.
p) Retard dans le nettoyage et la remise en état des terrains	80.- H.T.
q) Absence ou retard de plus de 15 mn à une réunion de chantier, d'études, de coordination	80.- H.T.

Toutes ces pénalités sont irrévocables, cumulables et sont comptées, sans limitation, ni plafonnement, par jour calendrier compté depuis la date du constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.

La retenue correspondante sera effectuée sur les projets de décomptes mensuels présentés par le titulaire du lot.

4.8 PRIMES D'AVANCE – AVANCE FORFAITAIRE

Il n'est pas prévu de primes pour avance.

4.9 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX :

A la fin des travaux et avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur procède au dégagement, nettoyage et à la remise en état des terrains et emplacements qui ont été occupés par le chantier.

Le Maître d'Oeuvre fera procéder aux opérations de dégagement, nettoyage ou remise en état des lieux, par tout entrepreneur ou entreprise extérieure de son choix, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Si cet entrepreneur ne peut être déterminé les dépenses seront supportées par le compte des dépenses communes.

4.10 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :

4.10.1 Délais pour remise des documents fournis après exécution :

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., le délai alloué à l'entrepreneur pour fournir le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) court à compter de la date fixée pour les Opérations Préalables à la Réception et est de quinze (15) jours .

4.10.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans et / ou autres documents, à fournir après exécution par l'entrepreneur, une retenue de 2 % H.T. du marché de l'entreprise concernée est opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Cette retenue est de 3 % H.T. pour les lots :

CHAUFFAGE – VENTILATION, INSTALLATION SANITAIRE, ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES
tenus d'effectuer des essais COPREC.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT

Le montant de la garantie est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie d'un montant de 5 % peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, dans les conditions prévues à l'article 101 du Code des Marchés Publics. Le

montant garantie est fixé à 5 % du montant initial Toutes Taxes Comprises du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le maître d'ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par main levée délivrée par le maître d'ouvrage.

La clause financière et de sûreté choisie sera maintenue jusqu'à l'expiration du délai de garantie.

Si le titulaire ne bénéficie pas du régime de l'avance forfaitaire visée à l'article 5.2 ci-après, cette garantie doit être constituée en totalité, au plus tard à la date de la présentation de la 1ère demande d'acompte.

Si le titulaire bénéficie de l'avance forfaitaire visée à l'article 5.2 ci-après, la garantie à première demande devra être fournie dans le délai d'un mois compté à partir de la date de démarrage du délai contractuel d'exécution des travaux.

5.2 AVANCE FORFAITAIRE :

5.2.1 Généralités

L'avance forfaitaire est un versement effectué au titulaire avant le début d'exécution du marché.

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'article 4.1 de l'acte d'engagement, lorsque le montant des travaux fixé dans le marché est supérieur à 50 000,00 € HT.

Si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est en prix de base égal à 5 % du montant initial du marché. Il est égal au produit de ces 5 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Selon le dernier alinéa de l'article 87-II du Code des Marchés Publics, le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Son remboursement est lui pris en compte comme défini à l'article 13.2.1 f) du CCAG Travaux.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant des travaux au titre desquels est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des Marchés Publics pour le versement de l'avance forfaitaire. Le calcul du montant de cette avance, les modalités de versement et de remboursement seront les mêmes que ceux du titulaire du marché.

5.2.2 Modalités de paiement

Le versement de l'avance forfaitaire intervient après demande formalisée du titulaire du marché dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché signifié par Ordre de service du Maître d'Oeuvre.

Toutefois, le titulaire devra justifier de la constitution d'une Garantie à première demande dans le délai susvisé couvrant la totalité du montant de l'avance forfaitaire.

5.3 AVANCES SUR MATERIELS :

Aucune avance sur matériels et / ou dépenses d'investissement ne sera versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS :

Le devis descriptif. fixe la provenance de ceux des matériaux et / ou produits et / ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du Marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES ET / OU LIEUX D'EMPRUNT :

Sans objet

6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Toute équivalence par rapport aux prescriptions décrites dans les devis descriptifs doit être obligatoirement soumise, pour approbation, à la Maîtrise d'Oeuvre.

Les matériaux, produits et composants de construction dont le choix est laissé à l'entrepreneur, par référence ou non à un produit équivalent fixé par le CCTP et/ou d'origine étrangère, devront être précisés dans la remise de l'offre et documentés par des annexes à l'offre.

L'absence de précision et de documentation technique ne permettant pas le contrôle par la Maîtrise d'Oeuvre de la conformité de ces matériaux, produits et composants, obligera l'entrepreneur à mettre en œuvre les produits fixés par le CCTP et en cas de refus l'offre sera éliminée pour non conformité à l'objet du marché.

A la demande du Maître d'œuvre, l'entrepreneur est tenu de fournir les échantillons d'appareillage électriques – sanitaire – chauffage – etc Et de matériaux prévus au devis descriptif.

Aucune commande de matériau ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, avant acceptation de l'échantillon correspondant.

En cas de retard dans la présentation des échantillons, l'entrepreneur encourt une pénalité journalière dont le montant est fixé à l'article 4.6 ci-avant.

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et / ou épreuves tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification et / ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et / ou carrières de l'entrepreneur et / ou des sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Pour l'application de l'article CN 12 du règlement de sécurité visé à l'article R. 123. 12 du Code de la Construction et de l'Habitation, et dans les délais contractuels, l'entrepreneur adresse au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle, les procès verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

6.4 6.5 MENTION « OU EQUIVALENT »

Conformément AU Code des marchés publics certaines spécifications de normes ou de marques dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent ». Cette mention est réputée supprimée dans le marché, le titulaire étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre ou à défaut sur celles figurant dans le descriptif.

6.5 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.

Sans objet.

6.6 FIABILITE DES OUVRAGES ET / OU MATERIELS AU JOUR FIXE POUR LA RECEPTION :

Tous les composants et / ou matériels entrant dans la composition des ouvrages offrent, aux jours fixés pour les réceptions partielles; un aspect et une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier.

6.7 PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE :

Par dérogation à l'article 8.1. du C.C.A.G., c'est l'entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

Lorsque le travail comporte l'application de systèmes ou de procédés brevetés appartenant à l'entrepreneur, ce dernier agit en double qualité de Maître d'Oeuvre et d'entrepreneur au point de vue des responsabilités prévues par la loi.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL :

Le piquetage général des bâtiments est effectué, par un géomètre agréé en collaboration avec le maître d'œuvre, avant tout commencement des travaux aux frais de l'entrepreneur titulaire du lot GROS ŒUVRE et sera effectué conformément aux stipulations de l'article 27 du CCAG.

Les implantations d'ouvrages des corps d'état secondaires incombent au titulaire du lot correspondant sauf dispositions particulières prévues au C.P.C.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES :

La position des ouvrages souterrains ou enterrés conservés doit figurer sur le plan général d'implantation des ouvrages et faire l'objet d'un piquetage spécial à la charge du lot GROS ŒUVRE conformément à l'article 27.3.1 alinéa 1er du CCAG.

Si des ouvrages souterrains ou enterrés non repérés par le piquetage spécial étaient découverts en cours d'exécution des travaux, le lot GROS ŒUVRE appliquera les dispositions de l'article 27.3.3 du CCAG.

La conservation et la maintenance de ce piquetage spécial sont assurées dans les mêmes conditions que le piquetage général des ouvrages.

7.3 TRAIT DE NIVEAU

Le titulaire du lot GROS ŒUVRE devra matérialiser sur tous les murs et cloisons le niveau à + 1.00 m par rapport au niveau fini de tous les planchers avec une tolérance de -/+ 3 mm sur l'ensemble du niveau.










Les ouvrages en béton ou maçonnerie apparents devront être marqués avec des traits facilement nettoyables.

Tous les frais pouvant découler d'une erreur de niveau ou d'une reprise des parements tachés seront retenus sur les sommes dues au GROS ŒUVRE après constat contradictoire du préjudice.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION :

Il est prévu une période de préparation du chantier d'une durée de 30 jours à compter de la date fixée par l'Ordre de Service général de commencer les travaux, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG. Il est notamment procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après :

-  élaboration du Calendrier Détaillé d'Exécution,
-  mise à jour du P.G.C. en fonction des PPSPS des entreprises,
-  élaboration des plans de synthèse réservations, fluides,
-  établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
-  réalisation des installations de chantier et / ou de tous les ouvrages provisoires,
-  réalisation des accès, voiries et réseaux divers,
-  mise en place des affichages réglementaires
-  mise en place du panneau de chantier,
-  mise en place éventuelle du comité de gestion du compte prorata et définition de la convention de gestion de ce compte.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs, le coordinateur O.P.C. pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global

d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG.

Le calendrier initial, éventuellement modifié comme il est indiqué ci-dessus, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

8.2 PLAN DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le plan des installations de chantier, conforme aux prescriptions du PGC, est à fournir par le lot **01 – GROS OEUVRE** dans les 15 jours suivant la notification de son marché et à diffuser à la Maîtrise d'Oeuvre, au Coordonnateur SPS au pilote du chantier et au Maître d'Ouvrage. Un exemplaire de ce plan sera en outre disponible sur le site des travaux.

8.3 DOCUMENTS D'EXECUTION :

En complément des documents établis ou à établir par la Maîtrise d'Oeuvre, les plans de détail et / ou d'atelier et autres documents d'exécution qui sont nécessaires aux entreprises pour une parfaite exécution des ouvrages sont à leur charge.

L'établissement de ces documents d'exécution fait partie des obligations des entreprises au même titre que l'exécution de leurs travaux.

Avant tout commencement d'exécution, tous les documents établis par l'entrepreneur sont soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Oeuvre et du Bureau de Contrôle.

Toutefois, pour les documents soumis au contrôleur technique, le maître d'œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du maître d'ouvrage sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

Les modifications éventuelles des plans, études et autres documents d'exécution demandés à l'entrepreneur ne diminuent en rien la responsabilité de celui-ci s'il n'a pas présenté d'observations écrites à la Maîtrise d'Oeuvre avant le démarrage de l'exécution des ouvrages intéressés ou de la commande de son matériel et / ou matériau.

8.4 TRAVAUX MODIFICATIFS

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre, l'Entrepreneur ou le Contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.

Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le Maître d'Oeuvre lors des réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées à l'entrepreneur et au Maître d'Ouvrage.

Dans le délai prescrit, l'entrepreneur retournera la fiche complétée par ses soins au Maître d'Oeuvre qui la transmettra avec son avis au Maître de l'Ouvrage. La décision du représentant légal de la collectivité sera notifiée à l'entrepreneur, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par la personne responsable du Marché seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs, ne permettant pas de respecter la procédure ci-dessus définie, le Maître d'Oeuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus et servira de base à l'application de l'article 14 du CCAG.

Tous travaux supplémentaires ou modificatifs qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le Maître d'Ouvrage ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

8.5 MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DE TRAVAIL

Les mesures d'ordre social sont celles prévues par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier, est conforme à la législation en vigueur.

8.6 ORGANISATION, SECURITE, HYGIENE DES CHANTIERS :

La prise en compte de la sécurité et de la prévention des accidents de travail fait partie des objectifs imposés par le Maître d'Ouvrage.

8.6.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

8.6.2 Autorité du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les

procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement) le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou une partie du chantier.







8.6.3 Moyens donnés au Coordonnateur SPS

Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.



Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :

-  Le PPSPS
-  Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
-  La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
-  Les effectifs prévisionnels affectés au chantier, dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation
-  Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats
-  La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination SPS.

L'entrepreneur informe le coordonnateur SPS :

-  De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
-  De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection pour la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différent entre entrepreneur et coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, l'entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS seront intégrés en les harmonisant au PGC.

8.6.4 Obligations de l'entrepreneur vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31/12/93.

8.7 DEGRADATIONS AUX VOIES PUBLIQUES :

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., les contributions et / ou réparations éventuelles dues par les dégradations causées aux voies publiques (chaussées et trottoirs) par des transports routiers et / ou des circulations d'engins (exceptionnels ou non) sont effectuées par le lot **GROS OEUVRE**

Les dépenses seront imputées à l'entrepreneur responsable des dégâts.

Si cet entrepreneur ne peut être déterminé, les dépenses seront supportées par le compte des dépenses communes.

8.8 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR :

Si le Marché est résilié, par application de l'articles 45 du C.C.A.G., le Maître d'ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements, et / ou installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses, justifiées, entraînées par cette garde sont à la charge du Marché résilié.

8.9 AUTORISATIONS :

A l'exception du permis de construire et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., c'est l'entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son Marché.

L'entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes les démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

8.10 DEPENSES D'INTERET COMMUN, COMPTE DES DEPENSES COMMUNES, CONVENTION INTERENTREPRISES :

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs des entrepreneurs concourant à la réalisation de l'opération, ont pour but d'assurer la bonne marche, la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun, les fournitures et / ou ouvrages destinés à être reçu par le Maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Les dépenses d'intérêt commun, telles qu'elles viennent d'être définies, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas, elles ne sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

8.10.1 Répartition des dépenses d'intérêt commun :

La répartition des dépenses imputables soit à un entrepreneur déterminé soit au compte des dépenses communes est définie dans l'énumération qui suit.

Les dépenses d'investissement et de maintenance et celles de démolitions et / ou de dépose en fin de chantier, fin de service ou selon le calendrier d'exécution, sont à la charge de l'entrepreneur désigné pour l'investissement.

L'entrepreneur du lot **GROS OEUVRE** procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; mais peut demander des avances aux autres entrepreneurs.

En fin de chantier, il effectue la répartition des dites dépenses entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finals de leurs marchés.

Le paiement des dépenses communes par les entrepreneurs sera garanti par une retenue sur chaque situation mensuelle présentée par l'entrepreneur. Le taux provisionné sera de **1 %** et sera libéré sur quitus de l'entrepreneur gestionnaire du compte. Le compte prorata devra obligatoirement être soldé avant l'établissement des décomptes définitifs par les entreprises.

8.10.2 Enumération des dépenses

Enumération des dépenses	Lot supportant la dépense	imputation
<u>Dépenses diverses d'investissement</u>		
Branchement provisoire d'eau y compris comptage	Gros Oeuvre	DC
Branchement provisoire d'élect. des installations de chantier et grue y compris comptage	Gros Oeuvre	DC
Egoûts - assainissement	Gros oeuvre	DC
Voies d'accès chantier	Gros oeuvre	Gros oeuvre.
Panneau de chantier	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Signalisation diurne et nocturne	Gros Oeuvre	DC
Clôtures et portail de chantier	Gros Oeuvre	DC
Bureaux et sanitaires de la direction de chantier	Gros Oeuvre	DC
Sanitaires de chantier (WC, lavabos, douches, prises d'eau)	Gros Œuvre.	DC
Lignes téléphoniques	Gros Oeuvre	DC
Distribution d'eau potable	Gros Oeuvre	DC
Distribution et install. d'électricité pour baraques, éclairage chantier, PC	Gros Oeuvre	DC
Goulottes de chantier pour évacuation des gravois	Gros Oeuvre	DC
Evacuation des eaux pluviales et étanchéité provisoire	Etanchéité	DC
Descentes d'EP provisoires y compris raccordement	Etanchéité	DC
Services des clés et fermetures provisoires	Gros Oeuvre	DC
Poste de secours infirmerie	Gros Oeuvre	DC
Hygiène de chantier	Gros Oeuvre	DC
Préchauffage y compris entretien	Electricité	DC
<u>Consommations diverses chantiers</u>		
Electricité y compris entretien des installations	Gros Oeuvre	DC
Eau potable	Gros Oeuvre	DC
Service de bennes y compris évacuation droits de décharge et traitements	Gros Oeuvre	DC

8.10.3 Précisions et compléments sur les dépenses définies à l'article 8.10.1. :

Bureaux de chantier provisoires :

✚ Voir P.G.C.

Nettoyage de chantier :




Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ces travaux. Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets en décharge y compris tous les frais de traitement.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la mise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Dès que les opérations de nettoyage atteignent un retard de deux jours, le Maître d'Oeuvre procède, sans mise en demeure préalable, aux opérations de nettoyage par tout entrepreneur ou entreprise extérieure de son choix, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Si cet entrepreneur ne peut être déterminé, les dépenses seront supportées par le compte des dépenses communes.



Il est précisé qu'il sera procédé à des nettoyages généraux préalablement aux réceptions partielles :

-  Le nettoyage des toitures terrasse : **sans objet**
-  Le nettoyage intérieur des locaux : **PEINTURE**
-  Le nettoyage des extérieurs et abords **GROS OEUVRE**

Toute infraction sera sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au paragraphe 4.6 ci-avant.



Préchauffage des bâtiments

Le préchauffage a pour objet :

-  d'obtenir dans les locaux les températures minimales requises pour la réalisation des travaux de certains lots
-  de maintenir dans les locaux réputés achevés, une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées.

Panneau de chantier

Dès réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage du chantier, l'entrepreneur du lot N° **01** fourni et met en place :

-  les panneaux réglementaires de chantier avec indication du N° de permis de construire,
-  un panneau de chantier comportant les coordonnées complètes du Maître d'Ouvrage, de l'équipe de Maîtrise d'Oeuvre (Architectes, B.E.T.), du Bureau de Contrôle, du coordonnateur SPS et de toutes les entreprises avec indication de l'intitulé des lots ainsi que tous les renseignements administratifs prévus par la législation en vigueur.

Ce panneau aura une dimension approximative de 4,00 m x 2,50 m de hauteur et sera réalisé conformément au dessin du Maître d'Oeuvre.

Convention inter-entreprises :

Voir PGC.

8.11 ECHANTILLONS, PROTOTYPES :

L'entrepreneur est tenu de fournir, aux dates indiquées par le Maître d'Oeuvre les échantillons et / ou prototypes demandés.

Ces échantillons et prototypes sont présentés à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et Maître d'Oeuvre dans la salle d'échantillons.

Pour palier à tous risques de substitution, chaque échantillon et / ou prototype présenté est accompagné d'une fiche signalétique.

Ces fiches seront réunies dans 2 cahiers répertoire ; l'un destiné au Maître d'Ouvrage, l'autre au Maître d'Oeuvre.

Ce n'est qu'après accord écrit du Maître d'Oeuvre que les échantillons et / ou prototypes sont considérés comme acceptés.

Les échantillons et / ou prototypes présentés restent la propriété de l'entrepreneur et ne sont repris par celui-ci que lorsque l'ordre de les retirer lui est donné.

8.12 REUNIONS DE CHANTIER :

Elles ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le Maître d'Oeuvre, dans la salle aménagée à cet effet sur le chantier.

Elles sont précédées d'une visite de chantier et d'une mise à jour, par le Maître d'Oeuvre, du calendrier détaillé d'exécution.

Chaque entrepreneur est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'Oeuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il a été spécialement convoqué.

A chaque réunion de chantier, il est établi un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent, les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux.

Ce document a toute valeur en cas de contestation et / ou de litiges sur les engagements pris et / ou les remarques formulées par chacun.

Toute absence non autorisée ou retard de plus de 15 mn est sanctionné par l'application de la pénalité fixée au paragraphe 4.6. ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

8.13 REUNIONS D'ETUDES ET / OU DE COORDINATION :

Elles ont lieu à l'initiative du Maître d'Oeuvre aux jours et heures fixés par lui.

Chaque entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié, agréé par le Maître d'Oeuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au paragraphe 4.6 ci-avant.

8.14 VOISINAGE :

L'entrepreneur prend, sous sa responsabilité et à ses frais, les précautions requises par l'art de bâtir pour sauvegarder les propriétés et / ou les ouvrages riverains et éviter, que de son fait, des troubles anormaux y soient provoqués.

A cet effet, il fait dresser, à ses frais, tous constats contradictoires qu'il juge utile par un homme de loi assermenté. Copie de ces constats est fournie à titre gracieux au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre.

8.15 RECOURS, CONTRAVENTIONS, AMENDES :

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre contre tous recours, contraventions et amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non observation par l'entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité d'hygiène et de police.

8.16 GARDIENNAGE DU SITE :

En aucun cas, le Maître d'ouvrage ne pourra être tenu pour responsable d'éventuels vols, dégradations, détournements, etc... les entrepreneurs restent responsables jusqu'aux réceptions définitives des ouvrages et matériels mis en place.

8.17 INCENDIE

L'entrepreneur devra, préalablement à toute activité sur son chantier, prendre contact avec le service départemental de la lutte contre l'incendie et solliciter ses instructions. Il devra à ses frais, prendre toutes les précautions utiles et observer toutes les consignes prescrites par ce service. Il supportera seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX :

9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES :

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et / ou par les C.C.T.P., sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par un organisme agréé.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles, complémentaires ou nouveaux, imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge jusqu'à obtention des résultats demandés.

9.2 RECEPTION :

Par dérogations aux articles 41.1 à 41.3 et 42.3 du C.C.A.G., la réception à lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération, elle prend effet à la date de cet achèvement

L'entrepreneur chargé d'aviser la personne responsable du Marché et le Maître d'Oeuvre, des dates auxquelles ces phases seront considérées comme achevées est l'entrepreneur titulaire du lot **GROS OEUVRE**.

Cet entrepreneur avise la personne responsable du Marché et le Maître d'Oeuvre un mois avant la date prévisible d'achèvement des travaux de la phase considérée.

Pour certains lots, il sera effectué, au cours des Opérations Préalables à la Réception, aux essais définis aux C.C.T.P..

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGES :

Se fera conformément à l'article 43 du C.C.A.G.






9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :

L'entrepreneur est tenu d'établir une série complète de plans conformes aux travaux qu'il a réalisés après accord du Maître d'Oeuvre sur un tirage provisoire.



Par dérogation à l'article 40 du CCAG, ces plans sont remis sous forme de 4 (quatre) tirages et un support informatique, pour la date de réception des travaux.

L'entrepreneur est tenu, par ailleurs, de remettre en 4 exemplaires:

a) Pour toutes les installations techniques :

-  Les plans de recollement des réseaux enterrés et apparents (**impérativement sous format informatisé**)
-  la liste du matériel avec indication des références précises,
-  les certificats de garantie du matériel,
-  les schémas de montage nécessaires,
-  les notices d'utilisation, de fonctionnement et d'entretien.

b) Pour les autres corps d'état :

-  classement au feu des matériaux
-  agrément C.S.T.B.

Tous ces documents seront rédigés en français.

Tout retard est sanctionné par l'application de la pénalité fixée au paragraphe 4.6. ci-avant.

9.5 DELAI DE GARANTIE :

Le délai de garantie est fixé selon les dispositions de l'article 44 du C.C.A.G.


En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle est soumis le titulaire s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence des documents.

9.6 ASSURANCES :



9.6.1 Responsabilité civile :

Chaque entrepreneur, intervenant dans l'opération à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique doit, en outre, être titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile, couvrant les dommages de toutes natures courus aux tiers :

a) pendant la durée des travaux :

-  - du fait du chantier

b) après réception des travaux :

-  du fait d'un événement engageant la responsabilité décennale et / ou contractuelle de l'entreprise, en vertu des articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.6 du code civil et ce jusqu'à prescription légale sous réserves des éventuelles prolongations contractuelles telles que mentionnées à l'article 4.2 ci-avant.
-  du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionné par ses travaux, son personnel et / ou ses matériels.

L'entrepreneur doit présenter, pendant la période de préparation, une attestation de sa compagnie d'assurances datant de moins de 3 mois et indiquant que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que l'entrepreneur lui-même est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette assurance doit contenir toutes les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier, au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre, tous les faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Le Maître d'Ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

9.6.2 Assurance en garantie décennale :

L'entrepreneur doit présenter, pendant la période de préparation, une attestation d'assurance en garantie décennale de sa compagnie d'assurances datant de moins de 3 mois et indiquant que cette police est en bon état de validité et que l'entrepreneur est en règle du paiement des primes exigibles.

9.7 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES :

L'entrepreneur produira, à la demande du Maître d'Ouvrage et / ou du Maître d'Oeuvre, la copie conforme du certificat valable pour l'année en cours, attestant la qualification (QUALIBAT. ou QUALIFELEC) de la société pour laquelle il intervient.

Dans le cas où l'entreprise ne posséderait pas la qualification correspondant aux travaux faisant l'objet de son Marché, l'entrepreneur apportera la preuve, avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit à ses frais une assurance complémentaire propre à couvrir tous les risques inhérents aux travaux envisagés (comme indiqué ci-dessus) sous peine de résiliation de plein droit de son Marché et de mise en régie à ses torts exclusifs.

Les mêmes dispositions sont valables pour les sous-traitants.

ARTICLE 10. RESILIATIONS

10.1 RESILIATION :

Le délai de six mois fixé à l'article 46.2.1 du C.C.A.G. est augmenté de la durée de la période prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux entre la date fixée pour le commencement du chantier et le début des travaux du lot considéré.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Article du C.C.A.P. introduisant les dérogations	Article du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Objet soumissionné
2.1	3.11	Pièces particulières
3.5	15.3, 15.2.2 et 16.1	Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus.
3.6	13.2.2	Décomptes mensuels
4.6	20.1	Pénalités, primes, retenues
4.10.1	40	Délais remise DOE
6.7	8.1	Propriété industrielle et commerciale
8.1	28.1	Période de préparation
8.7	34.1	Dégradations causées aux voies publiques
8.9	31.3	Autorisations
9.2	41.1 à .3 et 42.3	Réception
9.4	40	Documents remis après exécution

Vu par le Maître d'Ouvrage ;

Lu et accepté, sans modification (mention manuscrite), le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières se rapportant au lot.....

à.....le.....

L'entrepreneur (lieu, date, cachet et signature).